

[Texte]

There were some minor changes to include in some of the substantive sections and references to other clauses of the bill, which in some cases were changed after redrafting. The numbers have to be changed and in others omitted.

That is my overview of what the bill proposes and some of the amendments I would suggest. There may well be others. The bill is by no means perfect, and I hope we can benefit from the advice of other members of the committee and the witnesses so we can have a workable piece of legislation in place prior to the next election, which will allow us to extend political rights to thousands of public servants.

The Chairman: For the record, perhaps for Mr. Cassidy's benefit, Mr. Daubney gave us some preliminary information on the matters that pre-dated his presentation of Bill C-273, including the Public Service Employment Act provisions, section 32, the Canadian Charter of Rights and Freedoms, the Public Service Commission's statement prior to the 1984 election, a judicial decision by Mr. Justice Walsh of the Federal Court, the Starr-Sharp report, and the subcommittee of the Standing Committee on Justice and Solicitor General before he proceeded to a clause-by-clause overview of the bill. He also dealt with the D'Avignon report, chapter 11.

• 1620

We have 40 minutes remaining, and could we divide the time up. I am at your pleasure, but does each person want a period of time to question Mr. Daubney?

Mr. Turner (Ottawa—Carleton): Ten minutes.

The Chairman: Ten minutes, okay.

Mr. Cassidy: I was unable to be with the committee last time, and it is just going to be difficult to find scheduling because of my other committee obligations, but I talked with Mr. Daubney about the bill. He indicated this looks like it. We either get this one through or else no bill will come through before the next election.

I am anxious with him to see a bill—hopefully improved a bit from this but based on this structure—go through the committee. I think we talked of the possibility of trying to get back to the House by early May so there would time for the House to deal with it and for the Senate to deal with it before the House rises in the summer.

I just wanted to put on the record that I am approaching this bill in a co-operative kind of manner and I hope that together we can perhaps at least fix up the glitches and maybe improve it a bit as well. As members know, I am committed to this issue and have put forward some of the legislation, and perhaps one or two of the better lines from my legislation might find their way into this one, just as some of David's ideas have influenced me.

[Traduction]

Il y a également des changements mineurs à apporter aux articles de fond et à toute référence aux articles du projet de loi, qui dans certains cas ont été modifiés parce que réécrits. Il faudra changer également la numérotation et dans d'autres cas, l'omettre.

Voilà donc en gros ce que proposent le projet de loi et certains amendements que je suggère. Il pourrait bien y en avoir d'autres. Le projet de loi n'est pas parfait, bien sûr, et j'espère profiter des conseils d'autres membres du Comité et des témoins que nous entendrons afin d'obtenir avant la prochaine élection un texte législatif utile qui nous permette d'accorder des droits politiques à des milliers de fonctionnaires.

Le président: Aux fins du compte rendu, et pour la gouverne de M. Cassidy peut-être, M. Daubney nous a donné des renseignements préliminaires sur des questions qui ont précédé le dépôt de son projet de loi C-273, et aussi sur l'article 32 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, la Charte canadienne des droits et libertés, la déclaration de la Commission de la Fonction publique avant l'élection de 1984, une décision judiciaire rendue par le juge Walsh de la Cour fédérale, le rapport Starr-Sharp et les activités du sous-comité du Comité permanent de la justice et du solliciteur général avant d'amorcer un résumé article par article du projet de loi. Il a également parlé du chapitre 11 du rapport D'Avignon.

Il nous reste 40 minutes; nous pourrions répartir ce temps. Je suis à votre disposition. Est-ce que chacun d'entre vous désire une certaine période pour poser des questions à M. Daubney?

M. Turner (Ottawa—Carleton): Dix minutes.

Le président: D'accord, vous aurez dix minutes.

M. Cassidy: Je n'ai pu faire partie du Comité la dernière fois, et je crois qu'il me sera difficile de trouver du temps à cause des obligations que j'ai avec d'autres comités. J'ai néanmoins parlé avec M. Daubney du projet de loi. Il m'a fait savoir que si celui-ci n'est pas adopté, il n'y en aura pas d'autre avant les prochaines élections.

J'ai hâte, comme lui, de voir passer devant le comité un projet de loi, comportant certes des améliorations par rapport à celui-ci, mais néanmoins fondé sur les mêmes principes. Je crois que nous avons parlé de la possibilité d'essayer de faire rapport à la Chambre au début du mois de mai, ce qui laissera à la Chambre et au Sénat du temps pour en traiter, avant que le Parlement n'ajourne pour l'été.

Je voudrais tout simplement que soit inscrit au compte rendu le fait que c'est dans un esprit de collaboration que je me penche sur ce projet de loi. J'espère que nous pourrons, ensemble, combler certaines lacunes et même améliorer le projet de loi quelque peu. Vous n'êtes pas sans savoir que je consacre mon temps à cette question et que j'ai par ailleurs avancé certains textes de loi. Il se pourrait même qu'une ou deux des meilleures lignes de mes textes de loi soient incorporées dans ce projet de loi,